FÉDÉRATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES CGT

Contacts presse: Stéphane Amielh - 06 16 77 19 88 stephane.amielh@velogy.com
Julien Autechaud 06 80 24 84 13 julien.autechaud@velogy.com

communiqué presse...

• **Montreuil, le 26 octobre 2026/** ***L'Intersyndicale CGT-CFE-CGC , le Site pétrochimique de Berre-l'Étang et la FNIC CGT communiquent :***

Pétrochimie : après la cession du pôle pétrochimique de Berre par LyondellBasell à AEQUITA, les salariés alertent sur l'avenir industriel d'un site Seveso seuil haut

Plus de 500 salariés réunis en assemblée générale, une démarche soutenue à l'unanimité et des engagements exigés avant le 5 novembre.

Depuis la cession en mai 2026 du site pétrochimique de Berre-l'Étang par le groupe américain LyondellBasell au fond d'investissement privé allemand AEQUITA, désormais exploité sous la marque Velogy, les représentants des salariés constatent une multiplication des mesures d'économies, des réorganisations et des projets de réduction d'activités.
Ces décisions suscitent de fortes inquiétudes quant à l'avenir industriel du site, au maintien des emplois, à la préservation des compétences et aux moyens nécessaires à la maîtrise des risques industriels.

Un enjeu industriel et de sécurité qui dépasse le seul site de Berre.

Le site pétrochimique de Berre est classé Seveso seuil haut. Son fonctionnement repose sur des installations complexes, des opérations de maintenance importantes et des compétences industrielles spécifiques.

L'intersyndicale CGT-CFE-CGC alerte sur les conséquences potentielles d'une politique de réduction des coûts qui fragiliserait les moyens humains, techniques et organisationnels nécessaires à la sécurité et à la fiabilité des installations.

Le prochain grand arrêt de maintenance, prévu en 2029, constitue un enjeu majeur. Les représentants des salariés demandent que les moyens consacrés à cette opération soient déterminés par les besoins techniques, réglementaires et de sécurité, et non par une enveloppe financière prédéfinie.

Des interdépendances industrielles et économiques qui dépassent largement le site de Berre.

Les enjeux dépassent largement le seul périmètre du complexe pétrochimique.

À un premier niveau, à Berre, Velogy assure notamment des opérations pour le compte de tiers, **Kem One, Infineum et Kraton.** Ils entretiennent des liens industriels directs en interconnexion avec les activités du site.

Mais les interdépendances sont beaucoup plus vastes. Elles concernent l'ensemble du bassin industriel, les raffineries qui alimentent le site, les infrastructures portuaires, notamment Fluxel, les activités de transport et de logistique, les entreprises sous-traitantes, ainsi que les nombreux emplois directs et indirects qui dépendent de ces synergies.

Ces liens industriels et commerciaux s'étendent également au-delà de la région, notamment à travers les réseaux de pipelines et les chaînes d'approvisionnement qui desservent des clients et des installations jusqu'à la vallée du Rhône et potentiellement jusqu'en Moselle.

La fragilisation du site de Berre pourrait ainsi entraîner des effets domino industriels, économiques et sociaux bien au-delà de son territoire immédiat.
Une étude réalisée en 2013 avait déjà mis en évidence l'importance des interdépendances industrielles et les risques d'effets dominos sur l'ensemble du bassin industriel, avec des conséquences

communiqué presse...

• **Montreuil, le 26 octobre 2026/** ***L'Intersyndicale CGT-CFE-CGC , le Site pétrochimique de Berre-l'Étang et la FNIC CGT communiquent :***

potentielles sur plusieurs milliers d'emplois directs et indirects.

À l'époque, les scénarios étudiés envisageaient des effets dominos à partir de Fos-sur-Mer. Aujourd'hui, c'est la fragilisation du site de Berre-l'Étang qui pourrait, à son tour, entraîner des répercussions sur l'ensemble de cet écosystème industriel et économique.

Les interdépendances entre les installations industrielles, les infrastructures portuaires, les réseaux logistiques et les entreprises du territoire demeurent une réalité.

Une actualisation de cette étude a été commandée par le syndicat CGT de Berre, qui en assure intégralement le financement. Les travaux sont actuellement en cours afin d'évaluer les conséquences potentielles d'une fragilisation du site de Berre-l'Étang.

AEQUITA interpellé sur sa stratégie, LyondellBasell sur sa responsabilité dans la cession.

L'intersyndicale demande à AEQUITA de présenter un véritable plan industriel précisant les activités qu'il entend maintenir, développer ou arrêter, les investissements envisagés et les perspectives à moyen et long terme.

Elle s'interroge également sur la gouvernance du groupe et les conditions dans lesquelles sont prises les décisions concernant le site.

Mais les responsabilités ne sauraient être limitées au seul repreneur.

LyondellBasell, qui a décidé de céder ses activités à AEQUITA, a également joué un rôle déterminant dans cette opération. Pour les représentants des salariés, **la cession d'un complexe industriel de cette importance ne saurait exonérer l'ancien propriétaire de toute responsabilité dans les choix ayant conduit à la vente et les engagements qui ont accompagné celle-ci.**

L'intersyndicale demande donc à LyondellBasell de répondre aux interrogations concernant les conditions de la cession, les perspectives industrielles présentées et les garanties apportées quant à l'avenir des activités.

Une mobilisation massive et cinq engagements exigés

Le jeudi 15 octobre, plus de 500 salariés se sont réunis en assemblée générale à Berre-l'Étang.

Ils ont soutenu à l'unanimité la démarche de l'intersyndicale CGT-CFE-CGC visant à obtenir **un accord collectif majoritaire** reposant sur cinq engagements :

1. **La présentation d'un véritable plan industriel**, précisant les activités et les investissements prévus.

2. **Des garanties sur les moyens nécessaires à la réalisation du grand arrêt de maintenance.**

3. **Des garanties sociales et sur l'emploi** face aux restructurations et suppressions de postes.

4. **Le maintien des organisations et des effectifs nécessaires au fonctionnement des installations,** avec le remplacement des postes vacants et les recrutements indispensables.

5. **Un moratoire sur les nouvelles suppressions de postes, les fermetures ou les arrêts d'instal-**

communiqué presse...

• **Montreuil, le 26 octobre 2026/** ***L'Intersyndicale CGT–CFE-CGC , le Site pétrochimique de Berre-l'Étang et la FNIC CGT communiquent :***

lations et les modifications d'organisation, jusqu'à la présentation du plan industriel et la signature d'un accord collectif majoritaire.

Ces exigences interviennent notamment dans un contexte de projets de réorganisation et de fermeture d'activités, dont celui concernant **une unité de production (DIB).**

« Nous ne pouvons pas accepter que des décisions de suppression d'activités et d'emplois soient prises sans que l'on nous explique clairement ce qu'AEQUITA envisage pour l'ensemble du site de Berre. »

Les pouvoirs publics saisis des enjeux industriels

Les représentants des salariés ont multiplié les démarches auprès des autorités publiques pour alerter sur les risques industriels, économiques et sociaux associés à la situation.

Une délégation a notamment été reçue **le 13 octobre 2026 à Bercy par la Direction générale des entreprises (DGE)** afin d'exposer ses préoccupations concernant la stratégie industrielle, la gouvernance, la sécurité et les conséquences potentielles sur l'ensemble du tissu industriel.

Les représentants de la DGE se sont montrés particulièrement attentifs aux éléments et aux préoccupations portés à leur connaissance lors de cette rencontre.

Des démarches ont également été engagées auprès des autorités territoriales et institutionnelles.

Une échéance fixée au 5 novembre

L'intersyndicale attend de la direction de Velogy et d'AEQUITA des engagements écrits, précis et vérifiables d'ici **au 5 novembre 2026.**

À cette échéance, les représentants des salariés rendront compte des réponses obtenues et détermineront avec les salariés les suites à donner à leur mobilisation.

«Notre objectif n'est pas de nous opposer à un projet industriel. Notre objectif est précisément d'en obtenir un, accompagné de garanties sur les investissements, la sécurité et l'emploi.»

Intersyndicale CGT – CFE-CGC, Site pétrochimique de Berre-l'Étang et FNIC-CGT